



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3016
22 mai 2026
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Chômage, inflation... **Le patronat présente la note aux travailleurs**



La Fête de Lutte ouvrière **Les 23, 24 et 25 mai**

Pages 7 à 10

Leur société

- Chômage : les patrons font payer la crise 3
- Smic : on est loin du minimum nécessaire 3
- Nouveau cadeau pour le patronat 3
- Narcotrafic, violences, assassinats : comment faire face 4
- Loi Ripost : un pot pourri 4
- Pass Culture : la Fête de Lutte ouvrière exclue 4
- Hantavirus : détresse respiratoire... du système hospitalier 5
- Budget militaire : et pour 36 milliards de plus... 5
- Une discussion entre Lutte ouvrière et le NPA Révolutionnaires 5
- Agriculture : la loi du plus fort 6
- Marins pêcheurs : dans les filets du capital 6
- Cannes : vers le Bolloroscope ? 13
- Collège La Biquenais Rennes 13
- Nos lecteurs écrivent : les avocats contre un projet de loi 13

Dans le monde

- Israël : l'emprise de l'extrême droite 11
- Comores : la mobilisation a fait reculer le pouvoir 11
- Contre l'expulsion du militant palestinien Ramy Shaath 11
- Grande-Bretagne : Starmer désavoué 12
- Ebola : des malades moins égaux que d'autres 12
- Chine - États-Unis : poignées de mains et guerre commerciale 16
- Bolivie : le gouvernement face à la colère populaire 16

Dans les entreprises

- Airbus Atlantic - Nantes 14
- SNCF - Châtillon 14
- Euralis - Maubourget 14
- Encore un jeune mort au travail 14
- SNCF Transilien ligne L 15

Agenda

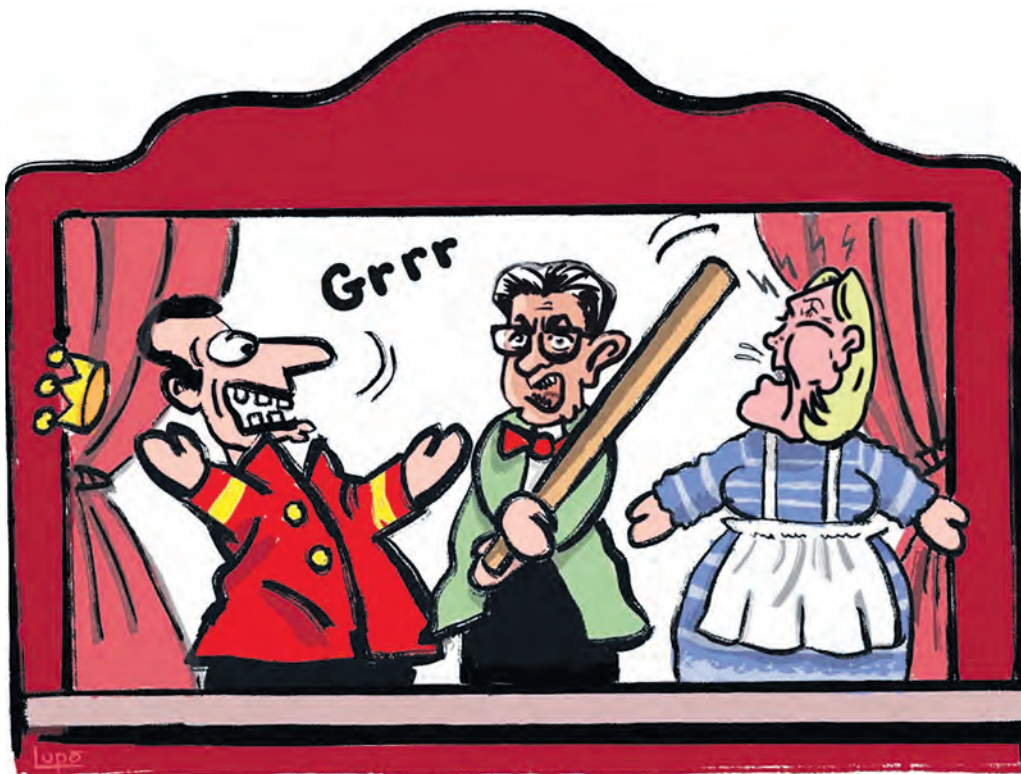
- Cercle Léon Trotsky 3



La fête de Lutte ouvrière à Presles 7 à 10

Le cirque présidentiel est lancé

Les guerres continuent de faire rage. Après une pluie de drones et de missiles sur l'Ukraine, des centaines de drones ukrainiens ont frappé la Russie, Trump a de nouveau menacé de réduire à néant l'Iran s'il refuse de plier, Israël poursuit son offensive au Sud-Liban... Mais qu'est-ce qui agite le petit monde politicien en France ? L'élection présidentielle qui aura lieu dans un an !



Les uns après les autres, les candidats se dévoilent, s'étripent en coulisses, rodent leur sourire et leur programme pour attirer l'électeur. Les sondages sur le premier et le second tour se multiplient, même si personne ne sait qui sera finalement sur la ligne de départ.

Comme à chaque fois, le cirque électoral promet son lot de numéros plus ou moins affligeants et de promesses en l'air.

Il y a toujours des élections pour nous faire patienter et espérer que les choses seront moins pires avec un autre président, un autre gouvernement, un autre maire, un autre président de région... Et d'année en année, voire de génération en génération, les choses empirent.

Nos parents pensaient que leurs enfants auraient une vie meilleure, que le progrès les soulagerait d'une vie d'exploitation et qu'ils en profiteraient davantage. Mais on n'en finit pas avec les crises, le chômage et la précarité. C'est même le retour de l'inflation et des guerres.

Parce que, indépendamment de ceux qui prétendent gouverner le pays, le système capitaliste a ses propres règles. Il est construit sur la base de l'exploitation. Et, en plus de la lutte de classe incessante qu'il nous mène, il nous condamne aux guerres, qui sont le prolongement de la concurrence acharnée à laquelle tous les capitalistes se livrent. Le capitalisme est un système où la grande bourgeoisie a le droit de mettre toute la société en coupe réglée pour ses profits exclusifs.

Preuve en est la politique du groupe Total. Les peuples d'Afrique et du Moyen-Orient n'ont pas fini de souffrir pour que l'or noir continue de l'enrichir. Et nous ici, il nous rackette et nous force à laisser une partie de plus en plus grande de notre salaire à la pompe.

Mais comme, grand seigneur, il a bloqué la hausse des prix autour de deux euros, la plupart des dirigeants politiques, dont l'extrême droite, nous

enjoignent de lui en être reconnaissants. Rendez-vous compte, Total nous laisse respirer un peu quand il pourrait complètement nous étrangler ! Et attention, nous menace-t-on, ne taxez pas ses superprofits, car il pourrait quitter la France !

Même la mesure de justice la plus basique est

repoussée d'avance, parce qu'il ne faudrait pas fâcher les actionnaires de Total et son PDG, payé des centaines de milliers d'euros par mois.

Qu'il s'agisse de Stellantis ou de Renault, de Sanofi ou de Lactalis, de Carrefour ou de Leclerc, de la BNP ou de LCL, on nous chante la même chanson. Les capitalistes, parce qu'ils dominent toute l'activité économique et contrôlent, de fait, des centaines de milliers d'emplois, sont intouchables. Leur pouvoir s'impose à toute la société.

La droite et les macronistes se prosternent devant le pouvoir du capital et ils l'assument en reprenant tous les désirs patronaux à leur compte. Le RN, qui s'est développé sur une image antisystème, défend désormais ouvertement le pouvoir et les intérêts des milliardaires. Quant au PS et à ses alliés, ils se sont systématiquement couchés devant les ultimatums des capitalistes quand ils étaient au gouvernement.

Même s'il arrive à Mélenchon de tonner contre les grands actionnaires milliardaires, il n'est pas pour les exproprier. C'est pourtant le seul moyen de les mettre hors d'état de nuire et de construire, enfin, une économie organisée rationnellement dans l'intérêt des travailleurs.

Alors, plutôt que de chercher à nouveau un sauveur qui viendrait d'en haut, plutôt que de nous diviser en choisissant entre des programmes qui, au fond, servent tous ce système, les travailleurs doivent se tourner vers l'unique solution : s'organiser pour mener la lutte de classe.

Pour imposer nos intérêts de travailleurs et stopper l'évolution inégalitaire et destructrice de la société, il faut s'affronter avec la classe capitaliste. Pour cela, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Nous devons reprendre conscience de la force que constitue le monde du travail et reconstruire un mouvement ouvrier digne de ce nom.

Nathalie Arthaud

Chômage : les patrons font payer la crise

Le 13 mai, l'Insee a annoncé que le chômage, au sens du Bureau international du travail (BIT) dépasse désormais 8 % en France, son plus haut niveau depuis cinq ans, avec officiellement 2,6 millions de chômeurs.

L'Insee ne comptabilise pas dans ce bilan 1,8 million de personnes sans emploi qui n'ont pas fait une recherche active dans le mois précédent ou ne sont pas disponibles dans les 15 jours. Le nombre total des travailleurs frappés par ce fléau du chômage est donc encore supérieur à celui annoncé.

De plus, ces statistiques ne concernent pas tous les chômeurs, elles ne comptabilisent pas ceux qui ont trouvé quelques heures de travail dans le mois, ceux qui sont en stage de formation, ceux qui sont dispensés de chercher un emploi

car malades, etc. Avec ceux-là, France Travail arrive au chiffre de 6,5 millions. Et il faut encore leur ajouter 1 million de personnes. En effet, depuis janvier 2025, deux nouvelles catégories (F et G) ont été créées qui regroupent les jeunes, ceux qui attendent leur premier entretien, ceux considérés comme très éloignés de l'emploi ou les allocataires du RSA en attente d'orientation.

Par ailleurs, ces dernières années, le gouvernement a multiplié les réformes au détriment des travailleurs au chômage et la politique de radiation

s'est intensifiée contre les inscrits à France Travail, en faisant sortir un certain nombre des bilans et des statistiques officiels.

Malgré tout cela, le gouvernement ne peut cacher l'augmentation en cours. Le ministre du Travail, Farandou, prétend que ce cap des 8 % ne représenterait en fait qu'une « hausse modérée du taux de chômage » puis se félicite que « jamais autant de personnes n'ont travaillé en France depuis 1975 », ce qui est une façon grossière de travestir la réalité. D'après la CGT, 546 plans de licenciements ont été recensés entre septembre 2023 et mars 2026, correspondant à 126 200 emplois supprimés ou menacés de l'être.

Le chômage n'est pas une catastrophe naturelle,



mais une façon de maintenir les profits en diminuant la part qui revient aux travailleurs. Les statistiques de l'Insee mesurent aussi le rapport de force entre les classes.

En fait, la crise est là, malgré les cocoricos officiels,

et la bourgeoisie est en train de la faire payer à l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient en activité ou au chômage. Il est temps d'imposer qu'elle paye les dégâts que cause son système économique!

Marlène Stanis

Smic : on est loin du minimum nécessaire

Le smic sera augmenté de 2,4 % à partir du 1^{er} juin, soit 35 euros net par mois pour un travailleur à temps plein. Jean-Pierre Farandou, le ministre du Travail, a osé parler d'une revalorisation « importante » à ce sujet.

En réalité, cette augmentation suit automatiquement celle de l'inflation officielle, estimée à 2,2 % sur un an en avril, et ne constitue aucunement un cadeau du gouvernement. Surtout, l'explosion des prix, notamment des carburants, que subit l'ensemble des travailleurs et pas seulement ceux au smic, va bien au-delà de 35 euros par mois. Un seul plein pour un réservoir de 50 litres, même

du sans-plomb et non du gazole, représente plus de 100 euros.

Au-delà des prix à la pompe, tous les prix ont augmenté, et menacent de le faire encore davantage : loyers, électricité, gaz, assurances, courses au supermarché, etc. De ce fait, le pouvoir d'achat réel des salaires et des pensions de retraite subit une érosion continue. La pauvreté n'a ainsi cessé d'augmenter en

France depuis le milieu des années 2000. C'est dire si le « salaire minimum » ne correspond pas à ce qui serait nécessaire pour s'en sortir chaque mois. Et pourtant, à chaque revalorisation, le nombre de travailleurs au smic augmente, car les patrons refusent d'augmenter l'ensemble des salaires de la même façon.

Plusieurs centaines d'euros supplémentaires chaque mois sont indispensables pour tous les travailleurs et retraités, ainsi que l'indexation systématique des salaires et pensions sur le coût réel de la vie.

M. S.

Nouveau cadeau pour le patronat ?

À l'occasion de la revalorisation du smic, le patronat demande un cadeau de 1,5 milliard d'euros d'exonérations supplémentaires de ses cotisations sur les salaires.

Depuis trente ans, avec des gouvernements de droite comme de gauche, l'État paie de plus en plus les cotisations sociales à la place du patronat. En bref, les patrons financent de plus en plus les salaires avec l'argent public, donc avec celui... des travailleurs ! Cela a représenté en 2025 un cadeau de 78 milliards d'euros, quatre fois plus qu'en 2014 !

Ces exonérations sont calculées au pourcentage du salaire et sont plus importantes pour les plus bas, en particulier pour le smic.

Leur total augmente donc avec la valeur du smic et avec le nombre, toujours croissant, des smicards.

Dans cette logique, la dépense de l'État pour les exonérations de cotisations patronales devrait

augmenter une nouvelle fois. Voilà donc que les patrons s'en inquiètent : à l'heure des restrictions budgétaires, le ministre des Comptes publics n'a-t-il pas évoqué la possibilité de « cibler » les allègements de cotisation ? Et pour l'instant le gouvernement fait planer le doute sur ses intentions.

Mais quand on voit comment il a tout de suite reculé sur une éventuelle taxe sur les surprofits des trusts pétroliers, dès que le PDG de TotalEnergies a un peu froncé les sourcils, on peut parier sans trop de risque que les patrons continueront à bénéficier des allègements habituels.

À la fin c'est toujours le grand patronat qui gagne !

Arnaud Louvet



Cercle Léon Trotsky

1936 en France :
crise, sursaut ouvrier
et marche à la guerre

Samedi 20 juin à 15 heures

Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

Narcotrafic, violences, assassinats : comment faire face ?

Trois événements tragiques ont récemment rappelé combien le trafic de drogue et les conséquences de la guerre des gangs pèsent sur la vie quotidienne dans bien des quartiers populaires.



Dans le quartier du Tonkin à Villeurbanne, des habitants s'organisent pour effectuer des rondes et dissuader les dealers.

Ainsi, le 11 mai, près de Lyon, un incendie criminel a fait trois victimes ; le même jour, une fusillade aveugle, à Nice, a tué deux personnes sans lien aucun avec les trafiquants ; le 14 mai, à Nantes, un garçon de 15 ans est mort sous les balles et deux autres jeunes ont été grièvement blessés.

Les responsables politiques, à commencer par le ministre de l'Intérieur Nuñez, ont évidemment assuré les familles de leur compassion, c'est bien le moins, et le public de leur détermination sans faille, air connu. Les mêmes discours accompagnent depuis des années la progression du trafic, de la guerre entre concurrents et de l'argent qui coule à flots vers les chefs des mafias.

Le trafic de drogue est d'abord une très bonne affaire commerciale, organisée avec les méthodes habituelles du capitalisme, hormis le fait qu'elle est, aujourd'hui, illégale. Mais pour cela aussi, les entrepreneurs savent trouver

des spécialistes, depuis les champions de la logistique clandestine, jusqu'à ceux du blanchiment des capitaux, en passant par les tueurs à gage et les petites mains du trafic au pied des tours. Et c'est précisément parce que le trafic est une affaire commerciale, liée par le sommet aux banques, à l'appareil d'État de certains pays, aux services secrets d'autres, comme les États-Unis, à la fortune en général de la classe dominante, que les polices sont en fait impuissantes. Elles ne peuvent pas prendre le mal à la racine car celle-ci est la recherche du profit par tous les moyens.

Nuñez, comme avant lui Retailleau, Darmanin, Sarkozy et tutti quanti jusqu'au RN, ne sait que promettre plus de policiers, de caméras et de répression. Ainsi, des familles dont un des membres a été condamné pour trafic ont été menacées d'expulsion de leur logement social, quand bien même les parents, frères et sœurs étaient parfaitement

innocents. Le cas vient d'être relevé à Rennes, une ville qui subit également les fusillades liées au narcotrafic. L'envoi de policiers en nombre, pour une soirée ou quelques jours durant, pèse sur toute la population, particulièrement sur les jeunes et les travailleurs clandestins, et ne fait que déplacer les points de deal. Le durcissement de la répression remplit les prisons où s'éduquent des générations de délinquants, mais n'endiguent pas le trafic. La police révèle que les chefs de réseau continuent leurs activités depuis leur cellule et recrutent même des tueurs par téléphone ! En définitive, les mesures répressives serviront contre les travailleurs et la population alors que le trafic continuera de plus belle.

Pour éradiquer les réseaux internationaux, il faudrait en fait éradiquer le capitalisme et faire une révolution sociale. Alors comment sortir de l'impuissance face à ces drames qui pourrissent la vie des quartiers ? Au moins jusqu'à un certain point cela peut dépendre des habitants eux-mêmes. On a déjà vu, ici et là, des résidents, des mères de famille, s'organiser pour libérer les halls d'immeuble et faire en sorte que les dealers s'éloignent. Des bénévoles proposent aux jeunes une autre morale que l'individualisme et le culte du fric que la société bourgeoise leur inculque et mettent en place des activités collectives, culturelles, sportives ou éducatives. Cette organisation ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes car l'État ne fera jamais rien pour l'encourager.

Paul Galois

Loi Ripost : un pot-pourri

Lundi 18 mai, le Sénat a commencé l'étude du projet de loi Ripost (Réponses immédiates aux phénomènes troublant l'ordre public, la sécurité et la tranquillité).

Proposé par le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, le projet reprend et aggrave ce qui était déjà prévu par une loi votée en avril.

Plusieurs dispositions ont déjà été adoptées par les sénateurs, majoritairement de droite ou du centre, concernant les free-parties : elles ne pourraient réunir que 250 personnes, au lieu de 500 actuellement, les organisateurs pourraient être sanctionnés de deux ans de prison et de 30 000 euros d'amende et les participants de 7 500 euros d'amende, cinq fois plus qu'actuellement, assortis d'une peine de prison (six mois) qui n'existait pas jusqu'à présent.

Véritable fourre-tout, ce projet de loi s'attaque, pêle-mêle, aux « dérives festives », à la consommation de stupéfiants et de protoxyde d'azote, aux rodéos, à la criminalité organisée, et aux « occupants illégaux

de squats ou de meublés de tourisme » considérés comme des perturbateurs de la tranquillité publique. Il aggrave les peines et prône la multiplication des AFD, ces amendes forfaitaires délictuelles, un paiement « plébiscité par les forces de sécurité intérieure », selon Nuñez. Les forces en question devraient d'ailleurs, dans ce projet, être dotées de moyens technologiques et juridiques plus importants, entre autres de facilités pour perquisitionner « y compris les domiciles, en cas de crainte de troubles graves à l'ordre public », une possibilité déjà prévue à Mayotte.

« Durcir les sanctions et les systématiser » : tel est le projet de Nuñez qui ne veut pas être en reste avec Retailleau, son prédécesseur à l'Intérieur. La volonté de concurrencer le RN et de flatter les idées d'extrême droite y est bien présente.

Sylvie Maréchal



Pass Culture : la Fête de Lutte ouvrière exclue

L'organisme qui gère le pass Culture - un dispositif gouvernemental qui permet aux jeunes de disposer d'un pécule modeste à dépenser via une plateforme - a déréférencé notre fête le 12 mai, sans préavis ni délai.

Cet organisme venait de faire la grande découverte que notre fête avait un rapport avec l'organisation politique Lutte ouvrière, ce qui « ne répond

plus aux critères d'éligibilité » selon un décret de 2021. Pourtant, la même fête avait déposé un dossier qui avait été accepté par ce même organisme

en 2023, 2024, 2025 et à nouveau au début de cette année.

Cet organisme n'a pas probablement pas poussé son enquête minutieuse jusqu'à consulter le programme de la fête, qui comporte effectivement une importante offre culturelle.

Le 18 mai, à seulement

cinq jours de l'ouverture de la fête, le pass Culture a même envoyé un mail à chaque jeune ayant pris sa place par son intermédiaire, lui disant que son billet était annulé.

Sur ce point, nous tenons à rassurer tous ceux qui ont réservé leur place à notre fête par le pass Culture et dont nous

avons validé la réservation au cours des deux mois et demi précédents. Ils ont donc reçu de notre part une carte d'entrée qui naturellement sera entièrement valable pour entrer à la fête les 23, 24 et 25 mai.

N'en déplaise au ministère de la Culture...

Lucien Détrioit

Hantavirus : détresse respiratoire... du système hospitalier

Le surgissement de l'hantavirus et la peur de sa propagation ont rappelé le danger des épidémies et la négligence des gouvernements pour les anticiper.

Début mai, à bord du navire de croisière *MV Hondius* qui remontait l'Atlantique depuis l'Amérique du Sud, le virus a atteint plusieurs passagers. Ceux-ci y ont développé des détresses respiratoires aiguës et, à ce jour, trois en sont morts. Les autorités sanitaires internationales ont rapidement identifié le coupable : il s'agit d'un variant de l'hantavirus, apparu lors de la guerre de Corée, et isolé dans les années 1970 dans des animaux à proximité de la rivière coréenne Hantaan, d'où son nom. Ce variant était connu depuis des années comme le seul transmissible entre êtres humains. Un traitement

spécifique, tel qu'un vaccin, n'existant pas, des protocoles de confinement des cas contact ont alors été annoncés dans plusieurs pays.

En France, la communication gouvernementale a d'abord laissé entendre, le 11 mai, que les cinq voyageurs rapatriés n'étaient pas infectés, et qu'ils pourraient se confiner chez eux après 72 heures de quarantaine à l'hôpital. Puis l'état de l'une d'entre eux, testée positive, s'est rapidement détérioré et dès le lendemain, non seulement les passagers, mais les 22 cas contact identifiés ont été placés en isolement hospitalier. La ministre de la Santé, Stéphanie Rist, a affirmé que la France

appliquait « les mesures les plus strictes de la zone européenne ». La France disposerait désormais de stocks suffisants de masques et de tests PCR. Mais chacun se souvient des propos du ministre de la Santé Olivier Véran en février 2020, affirmant que « le système de santé est prêt » pour faire face au Covid-19. Alors il n'y a pas de raison de faire confiance aux responsables sur parole.

En fait, la question essentielle reste les capacités d'accueil hospitalières. L'absence de vaccin n'empêche en effet pas les soins. Il existe des systèmes d'oxygénation extracorporelle capables d'augmenter les chances de survie des patients graves. Mais encore faut-il en avoir en nombre



Manifestation en février 2025 contre la fermeture de services à Guingamp dans les Côtes-d'Armor.

suffisant, de même que, simplement, des lits et du personnel médical ! Or six ans après le Covid-19, la casse de l'hôpital public s'est aggravée. On se souvient qu'à l'époque, le manque de respirateurs et surtout de lits de réanimation équipés avait été un problème majeur. Depuis, le nombre de ces lits n'a pas été augmenté, et des milliers de lits hospitaliers « normaux » ont été fermés. À l'hôpital Bichat-Claude-Bernard, où ont été placés plusieurs patients

rapatriés du *MV Hondius*, les syndicats dénoncent depuis des années ces sous-capacités et le sous-effectif. Les plans de préparation aux pandémies existent bien sur le papier, mais aucune politique de recrutement n'a été mise en place.

Autant il est bien compliqué de savoir quand et comment une épidémie peut se développer, autant il est certain que la politique d'économies sur la santé est criminelle à tout moment.

Thomas Baumer

Budget militaire : et pour 36 milliards de plus...

L'Assemblée nationale a adopté, le 19 mai, un projet de loi rehaussant la loi de programmation militaire 2026-2030 de 36 milliards d'euros.

Tous les députés ont approuvé cette rallonge à l'exception de ceux de LFI, du PCF et des écologistes. Leur vote ne s'opposait toutefois pas aux dépenses militaires en tant que telles mais uniquement à une possibilité offerte au gouvernement d'instaurer une nouvelle forme d'état d'urgence et de suspendre un certain nombre de libertés.

Depuis 2017, le budget militaire a déjà été multiplié par deux. Entre 2019 et 2025, 300 milliards y avaient été engloutis. La loi de programmation militaire

2024-2030 montait l'addition à 400 milliards d'euros. Voilà donc une nouvelle hausse de 36 milliards, dont 10 milliards pour les deux premières années. Alors que des coupes budgétaires dramatiques affectent la santé, l'éducation, les budgets sociaux, l'industrie de la mort bénéficie du « quoi qu'il en coûte ».

Selon la ministre des Armées, Catherine Vautrin, plus d'un milliard d'euros s'est ajouté pour « pouvoir frapper dans la grande profondeur, au-delà de 2 500 kilomètres ». L'aviation de

combat va bénéficier de 3,5 milliards supplémentaires afin d'intégrer de nouvelles générations de missiles, de drones, etc., et une nouvelle motorisation. « De quoi préserver l'attractivité du Rafale à l'export », ajoute la ministre... pour le plus grand bonheur de Dassault. Avec 8,5 milliards, les commandes de munitions, missiles, obus, torpilles, vont être augmentées de 50 % par rapport à la programmation initiale. Selon la ministre : « L'objectif n'est pas juste de stocker : il faut augmenter les flux [...] en cas de consommation importante de munitions, comme c'est le cas aujourd'hui chez les belligérants au Proche et Moyen-Orient. En économie de guerre, la première arme, c'est l'usine. » (Elle devrait ajouter « et le premier vainqueur est son propriétaire »). Deux milliards sont destinés aux drones, de toute taille.

Les territoires d'outre-mer, vestiges du colonialisme, sont l'objet d'une attention particulière. Ils permettent à l'impérialisme français, outre l'exploitation du sol et des travailleurs, d'y disposer de bases militaires, de zones

maritimes gigantesques autour de ces territoires, parfois de simples îlots. La loi de programmation militaire assignait déjà 13 milliards d'euros à leur défense contre d'autres prétendants ou contre leur aspiration à l'indépendance. Elle va être renforcée et la ministre se félicite de l'ajout de 1 100 militaires, de l'envoi de six patrouilleurs, dont l'un est en route pour Nouméa en Nouvelle-Calédonie, d'hélicoptères de combat et de la montée en puissance des Airbus 400M, les plus gros avions de transport, déjà présents en Nouvelle-Calédonie et au Moyen-Orient.

L'impérialisme français entend ainsi défendre sa zone d'influence. Comme

le résumait cyniquement Chenevard, le rapporteur macroniste de la commission de la défense nationale pour justifier les crédits alloués : « La guerre nous oblige à choisir d'être acteur ou spectateur, d'être à table ou au menu. »

Jadis assise à la table des grandes puissances capitalistes à coups de massacres et de conquêtes coloniales, la bourgeoisie française est, une nouvelle fois, prête à faire de sa propre classe ouvrière de la chair à canon, pour conserver sa part. Si les travailleurs ne veulent pas être « au menu », ils doivent s'opposer à cette montée du militarisme et de la guerre.

Christian Bernac

Une discussion entre Lutte ouvrière et le NPA-Révolutionnaires

Un échange de courrier a eu lieu entre Lutte ouvrière et le NPA-Révolutionnaires à propos de l'attitude à adopter par nos deux organisations lors de la prochaine

élection présidentielle. Faute de place, nous ne pouvons le publier dans Lutte ouvrière mais, dès à présent, le texte complet de cet échange est disponible sur notre site Internet.



Agriculture : la loi du plus fort

Pour la troisième fois en deux ans, une loi dite d'urgence agricole est en discussion à l'Assemblée nationale. Comme les précédentes, cette loi est destinée à satisfaire les exigences des gros agriculteurs tout en faisant mine de protéger les petits en même temps que l'environnement.

Promise par le gouvernement après les manifestations des agriculteurs en décembre et janvier derniers, cette loi est supposée encadrer la gestion de l'eau, la taille des élevages, la régulation des prédateurs, la concurrence étrangère et divers autres sujets. Dès que les agriculteurs se mobilisent – et ils l'ont fait lors de chaque crise qui a touché leur secteur, l'épidémie de dermatose bovine, la ratification de l'accord de libre-échange avec le Mercosur, la chute des prix des produits agricoles –, les ministres se précipitent sur les barrages pour se poser en défenseurs de « nos agriculteurs ».

Mais dans l'agriculture comme ailleurs, il y a des gros et des petits et leurs intérêts divergent. Les petits peinent à vivre de leur travail et sont pris à la gorge par les banques, les semenciers ou les grandes laiteries. Les gros sont de véritables capitalistes, comme Arnaud Rousseau, président de la FNSEA et patron de la société Avril (Lesieur, etc.). Ceux-là, souvent eux-mêmes des exportateurs, réclament de pouvoir produire toujours plus, sans limitation, ce qui accélère la ruine des petits.

Les gros veulent ainsi être autorisés à construire des mégabassines pour

arroser leurs champs au cœur de l'été, en pompant au printemps l'eau des nappes phréatiques, quitte à les assécher au grand dam des petits paysans et des défenseurs des zones humides. Ils veulent pouvoir construire des élevages géants sans être entravés par des règlements sur le traitement des eaux usées ou l'épandage des lisiers. Les gros fixent eux-mêmes les prix ou s'entendent avec les géants de l'agroalimentaire tandis que les petits sont étranglés par Lactalis, Bigard ou Danone.

Lors de chaque crise, les dirigeants des syndicats agricoles, bien mieux relayés par les médias et les politiciens que les salariés qui luttent pour leurs salaires, mettent en avant la détresse des petits agriculteurs pour réclamer des lois ou des subventions qui profitent d'abord aux plus



Mégabassine.

gros. Quand les barrages sont démontés, ces derniers utilisent leurs multiples relations au sein des cabinets ministériels, à l'Assemblée ou au Sénat, pour que les projets de loi leur soient favorables. C'est ainsi que, en juillet 2025, la loi Duplomb avait de nouveau autorisé l'utilisation des néonicotinoïdes qui tuent les abeilles, article finalement censuré par le Conseil constitutionnel.

Écartelés entre les discours rassurants sur la protection de l'environnement et la santé publique qu'ils doivent servir à leurs électeurs et leur soumission aux intérêts des capitalistes de l'agriculture, les députés brassent du vent mais finissent par voter ce qu'exigent les puissants. La discussion sur la loi dite d'urgence agricole en est la confirmation.

Xavier Lachau

Marins pêcheurs : dans les filets du capital

Le 8 mai, des marins pêcheurs de Boulogne et des militants d'ONG écologistes ont protesté contre le lancement du navire usine *Annie Hillina*.

Ce bâtiment, propriété de Parlevliet & Van der Plas (P & P), de 112 mètres de long, manœuvré par 60 hommes, peut pêcher et conditionner 400 tonnes de poissons par jour. Un navire de Boulogne ou du Guilvinec mesurant 12 mètres, avec le patron et un ou deux marins, en ramène au port 100 kilos les bons jours. Les navires usines sont renseignés sur la position, la concentration, la nature et les déplacements des bancs de poissons par un système allant du réseau de satellites aux sondeurs

et aux radars ultraperfectionnés. Ils appartiennent à une poignée de très grandes sociétés, cinq en Europe, qui dominent le secteur.

Armant des navires dans tous les pays intéressés, ces compagnies se voient octroyer des quotas de pêche dans toutes les zones européennes. Elles bénéficient également des accords de pêche entre l'UE et des pays d'Afrique et d'Amérique, par lesquels les fonds publics financent leur droit à aller prendre les poissons de ces contrées. Ainsi

l'Annie Hillina pourra, successivement, pêcher les maquereaux, harengs et chinchards en mer du Nord, puis se rendre sur les côtes d'Afrique de l'Ouest ou du Chili pour y transformer des milliers de tonnes de poissons frais en « surimi base » ou en farine de poisson. Les compagnies géantes possèdent en outre les magasins, les chaînes de transformation, de transport voire de vente et, bien évidemment, disposent de cabinets de conseil, d'avocats, de lobbyistes ainsi que de l'oreille, voire des deux oreilles, de suffisamment de décideurs politiques.

Les patrons de P & P prétendent que leur façon de pêcher est à la fois rationnelle, économique et écologique puisqu'ils ne prennent qu'une partie de la ressource, la laissant se reconstituer. Cela fait trois quarts de siècle que ce genre de calcul est mis en avant, quoiqu'il soit depuis longtemps contesté par nombre de scientifiques. Et cela fait trois quarts de siècle que, en même temps, disparaissent les poissons et les artisans pêcheurs. Aujourd'hui, aussi contradictoire que cela puisse paraître, la Commission européenne a à la fois

accordé des licences pour certaines espèces à *l'Annie Hillina* et abaissé les quotas de pêche autorisés sur ces mêmes espèces. Il faudrait réduire de 70 % les captures de maquereaux par exemple, alors que l'an passé on en a pêché 300 000 tonnes au lieu des 174 000 recommandées. Qui, des maquereaux ou de la pêche artisanale, résistera le plus longtemps à P & P et à ses semblables ?

Si ce n'était les nécessités de la course au profit, les méthodes de pêche modernes et les études scientifiques permettraient effectivement de

se procurer du poisson frais sans détruire la ressource et sans réduire une partie des marins à un travail de forçat et l'autre au chômage. Mais, jusqu'à présent, les gouvernements ont toujours préféré aider à la concentration capitaliste en donnant, lorsque la colère menaçait, une prime aux petits patrons pour « sortir de la flotte » – c'est-à-dire envoyer leur bateau à la casse – et rien du tout aux prolétaires de la mer, des ports et des usines de transformation, quel que soit leur pays.

Paul Galois



Alienes Ilena, le plus grand chalutier du monde.

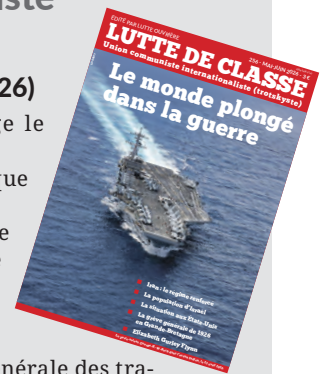
Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 256 (mai-juin 2026)

- L'impérialisme américain plonge le monde dans la guerre
- Iran : le régime renforcé par l'attaque impérialiste
- Israël : la population otage d'une guerre permanente au service de l'ordre impérialiste
- États-Unis : la situation dans le pays et sa politique impérialiste
- Mai 1926 : il y a cent ans, la grève générale des travailleurs britanniques
- Les Mémoires d'Elizabeth Gurley Flynn

Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.





Samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai à Presles



Meetings sur le Grand Podium

Samedi à 17 heures,
Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier
Dimanche et lundi à 15 heures,
Nathalie Arthaud

Cité des Arts

L'art sous toutes ses formes, de façon abordable et ludique.

Miniconférences : mosaïque, sculpture, peinture, planche de BD collective, procédé de photo historique, techniques cinématographiques.

Spectacles : Sensation à l'opéra, avec la cantatrice **Marlène Assayag**, La grande - et la petite - histoire du

clown, avec la comédienne **Nouch Papazian**.

Concert-conférence : préludes et fugues de Bach pour piano.

Slam : Scène de Slam : vous aimez la poésie ? Venez en écouter ou en dire.

Danse : Apprenez la chorégraphie « rêverie » avec la C^{ie} Dancers in the Park ; le Dabkeh, une danse du Moyen-Orient.



Pour venir :

- **En train :** la gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Des minibus font la navette entre la gare et l'entrée de la Fête (priorité aux personnes à mobilité réduite). La SNCF annonce un train par heure de Paris-Gare du Nord à partir de 5 h 34 (durée 38 minutes).
- **En voiture :** le parking dédié est limité, privilégier le covoiturage.
- **En vélo :** parking dédié.

Des voyages collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes dans les régions. Renseignements auprès de nos camarades locaux.

Village médiéval

Des animations : mise en armure, escrime, jeux médiévaux, jongleries et acrobaties, danses médiévales.

Des ateliers et échoppes animés par des spécialistes du Moyen-Âge.

Des spectacles... Le Procès du cochon au Moyen-Âge, où l'on jugeait des animaux. Un spectacle pyrotechnique et un bal

folk. **Periptero** (musique grecque) et la **Troupe de l'églantine** (théâtre).

Des conférences animées par : **William Blanc** sur le Roi Arthur, les Croisades, Robin des Bois, ou encore Charles Martel, **François Gentili** sur le château médiéval de Viarmes et **Julie Pilorget** sur les femmes face à la justice médiévale.

En pratique

La Fête est ouverte samedi 23 mai de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption de dimanche 24 mai à 9 heures à lundi 25 mai à 20 heures.

La carte d'entrée est à 25 euros pour les trois jours.

L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

Les cartes d'entrée peuvent être achetées sur notre site ou auprès des militants.

Renseignements, billetterie, programme : <https://fete.lutte-ouvriere.org>



Les spectacles

Au Grand Podium

Samedi 23 mai :

- 15h45 - **Matthieu Boré** trio (rhythm and blues from New Orleans)
- 18h00 - **Féloche** en solo (chansons)
- 20h45 - **Que Tengo** (musiques afro-latines et urbaines)

Dimanche 24 mai

- 11h45 - **Frent** (rock)
- 14h10 - **Marcia** (chanteuse autrice-compositrice)
- 16h30 - **Sidi Wacho** (cumbia et hip-hop à la sauce orientale)
- 18h30 - **Le Mange Bal** (bal électro-folk)
- 21h00 - **Zarhza** (chanson urbaine aux accents balkaniques et latinos)

Lundi 25 mai

- 13h30 - **À contre-courant**, par la Compagnie Jolie Môme (chansons de lutte)
- 17h15 - **The Moonlight Swampers** (reprises rock)



Sidi Wacho

Au Théâtre de Verdure

Samedi 23 mai :

- 13h15 - **Booze & Riots** (musique irlandaise)
- 14h45 - **Chants de lutte de Corée du Sud**
- 16h00 - **Jean-Marc raconte Gaston Couté**
- 18h30 - **B12 Bigband** (big band festif)
- 20h30 - **Les Mad Liners** (soul)
- 21h45 - **Mira Ló** (DJ)

Dimanche 24 mai

- 11h45 - **The Left-wing Lunatics Jazz Union** (jazz)
- 12h45 - **L'arbre à contes** (conteuses)
- 14h00 - **Solemnis** (quartet vocal déjanté)
- 16h30 - « **Muse rouge, chroniques racontées** » : une plongée dans le monde ouvrier des années 1920 (spectacle)
- 18h30 - **Sparklingsons** (reprises rock)
- 20h45 - **Samskara** (reggae)
- 22h00 - **Soirée LOKtro** (dance music électro)

Lundi 25 mai

- 12h00 - « **À la ligne** », avec Grégoire Bourbier, d'après le récit de Joseph Ponthus sur sa vie d'ouvrier précaire (théâtre)
- 13h30 - « **Levántate, soulève-toi!** » (théâtre musical)
- 16h15 - **Interlude** (post-rock, rap franco-latino)
- 18h00 - **Blues non-stop** (reprises blues)

De nombreux autres spectacles partout dans la Fête.

Arboretum

• **Promenades commentées** de 50 minutes, au milieu de 100 espèces d'arbres.

• **Animations :** les qualités du bois, des graines étonnantes, comment fonctionne un tour à bois, comment mesurer un arbre, comprendre le bananier.

• **Conférence :** **Nathalie Machon** (Muséum national d'Histoire naturelle), « Les arbres au secours des villes ».



• **Avec la conteuse Adeline**, une ballade pour les enfants accompagnés de 4 à 8 ans et de belles histoires sur les arbres.

La Fête de Lutte ouvrière

Place de l'Églantine et allée de la Diane

- 1 Guichets d'entrée
- 2 Sous les pavés les pages - Bouquiniste
- 3 Buvette de l'Églantine
- 4 Restaurant de l'Églantine
- 5 Le mini golf
- 6 Manhattan Bar
- 7 Tir à plomb • Saint-Nazaire • Chantiers de l'Atlantique
- 8 Tir à l'arc • Sanofi - Vitry-sur-Seine
- 9 Lutte ouvrière • Renseignements
- 10 Les ballons de la fête
- 11 Halle aux jeux - Mots fléchés • Les Clayes-sous-Bois • La Poste - Paris 17
- 12 The Spark • USA
- 13 Old West Diner - Spécialités américaines
- 14 Orienthé-vous • Allier
- 15 Broadway Music-Hall
- 27 À vos pinceaux • Metz

Place du Grand Podium

- 16 Le serpent à lumière
- 17 Accueil Nord
- 18 Chorba - Thé - Gâteaux • Maubeuge, Fourmies
- 19 La Carbonade des Camarades
- 20 Aux Moules
- 21 Disques
- 22 Le Manège enfantin
- 23 Starbalète
- 24 La mare aux canards
- 25 Marionnettes
- 26 Expo photos
- 28 Quiches et tartes Lorraines • Metz • Renault Sovab
- 29 BRAsserie (bière pression et petits plats allemands)
- 30 BRA (Bund Revolutionärer Arbeiter) • Allemagne - UCI
- 31 Accueil Alsace, Lorraine, Franche-Comté
- 32 Accueil Bourgogne
- 33 Visites commentées de la Fête
- 34 La Fondue • Le Creusot, Chalon-sur-Saône
- 35 Village des comités
- 36 La halle aux jeux du cèdre
- 37 Le Food Truck • Avallon, Sens, Auxerre
- 38 Barbe à papa
- 39 Jus de fruits - Milkshakes • Le Mans
- 40 Escargots • Vierzon
- 41 Crêpes canadiennes • Compiègne, Beauvais
- 48 Buvette du Grand Podium
- 49 Restaurant du Grand Podium

Place Karl Marx

- 42 Bonbons • Hôpital d'Angers
- 43 Hareng de la Baltique • Angers
- 44 Badge Avenue
- 45 La boutique • Chaumont, Troyes
- 46 Cartes postales • EDF

- 47 FraterniThé à la menthe • Nantes
- 50 Flammekueche • Strasbourg
- 51 Gaufres de Liège et bières belges fruitées
- 52 Dédicaces du Karl-Marx
- 53 Au partage des profruits
- 54 Dolina • Nanterre, Clamart
- 55 Accueil des tout-petits
- 56 Gargote des tout-petits
- 57 Seiches et l'Andouillette • Charleville, Sedan
- 58 Brin de fantaisie • Hôpital Sainte-Anne
- 59 Mini Penalty
- 60 Mets les formes !
- 61 Billard japonais
- 62 Accueil Le Mans, Chartres
- 63 Sardines grillées • Chelles
- 64 Cité des jeunes

Esplanade du Château

- 65 Maffé - Spécialités africaines
- 66 UATCI • Afrique - UCI
- 67 Abri côtier • Renault - Flins
- 68 Café turc - Döner Kebap • Renault - Flins
- 69 Sinif Mücadelesi • Turquie - UCI
- 70 Frites non-stop
- 71 Buvette du Phare • Melun
- 72 Café du port • Aéroport Roissy
- 73 Pizza - Aioli • Marseille, Montpellier
- 74 La soupe aux choux • Les Mureaux, Aubergenville
- 75 Accueil Sud-Est
- 76 Lutte ouvrière • Renseignements
- 77 L'Internazionale • Italie - UCI
- 78 OTR • Haïti - UCI
- 79 Artisanat d'Haïti, rhum et papita
- 80 Combat ouvrier • Antilles - UCI
- 81 Menu d'Isles

Place de la Guinguette

- 82 Les montagnes russes - Mur d'escalade
- 83 On en fait des caisses
- 84 Indoustand • RATP
- 85 Rougail saucisse • Île de la Réunion
- 86 Guinguette
- 87 Café de la Guinguette • CAF Paris
- 88 Le Molky
- 89 Couscous
- 90 Ici on bulle
- 91 Resto-Buvette des cheminots
- 92 Espace préhistoire
- 93 Espace céramique
- 94 Espace métallurgie
- 95 Site de fouilles
- 96 Lutte ouvrière Belgique • Arbeidersstrijd - UCI
- 97 On a la patate ! (frites fraîches)
- 98 Jeux sur un plateau • Banque de France - Paris

Parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre... à 4 ou 6 mètres de hauteur. Émotion garantie mais en toute sécurité. Attention, activité accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif : 5 euros.

Échec et Marx

Jean-Philippe Karr, maître international, jouera une partie d'échecs simultanée contre 20 joueurs dimanche à 16 heures.



Visites guidées

Pour mieux se retrouver dans les mille activités de la Fête, des visites-découverte d'environ une heure sont proposées. Départs collectifs programmés et sur demande.

Nos amies les bêtes

Malgré notre affection pour nos amis à quatre pattes, il n'est pas possible de les admettre dans l'enceinte de la Fête, à l'exception, bien entendu, des chiens d'assistance.

Carrousel de la connaissance

Les antibiotiques : une victoire médicale, une faillite du capitalisme.

Spectacle audiovisuel de 45 minutes.

Expo-photo

Les grèves ouvrières 1905-1911 en cartes postales

Dimanche à 14 heures : visite commentée de l'exposition par Anne Steiner, autrice du livre *Le Temps des révoltes. Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle Époque »*.



Sécurité

Comme pour toutes les manifestations actuelles, nous procédons, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la fête. Merci de le comprendre.



Pour les enfants, tout est prévu

Des dizaines de jeux sont proposés, d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence. Une carte gratuite à la disposition des enfants donne accès librement à de nombreux jeux.



- **La Cité des jeunes**, réservée aux enfants, avec une belle aire de pelouse et de sous-bois. Jeux, dessins animés, conteur, bal costumé, maquillage... sous la surveillance d'adultes qualifiés.

- **La garderie**, pour les bébés de plus de trois mois.

- 99 Lutte ouvrière • Renseignements
- 100 La coupe est pleine • Reims
- 101 Accueil Champagne-Ardennes
- 102 Fleurs de terre – Minéraux
- 103 Une souris rouge • RATP
- 104 Tir à la patate • Cergy
- 105 Buvette
- 106 Échec et Marx
- 107 Barbouille
- 108 Cirque Ühler
- Allée de la Libération des femmes**
- 109 Tipi
- 110 Fléchettes
- 111 Lutte ouvrière • Renseignements
- 112 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet

- 113 Accueil Centre, Bourges
- 114 Jambon du Morvan • Nevers
- 115 Le monde à la carte • Aulnay-sous-Bois
- 116 Tea-Break • Thé, gâteaux
- 117 Workers' Fight • Grande-Bretagne – UCI
- 118 Accueil Bretagne, Normandie
- 119 La baraque à portrait (studio photo)
- 120 Dolce vita • Aubervilliers
- 121 Bar à soupe • CHU – Rouen
- 122 Frondeur du Poitou • Tours, Châtellerault
- 123 Le grain de folie • Limoges
- 124 Salades gourmandes • Orléans
- 125 Gaufres picardes • Amiens
- 126 Restaurant de l'Allée
- 127 Le resto coréen • Corée du Sud
- 128 Brochettes grecques • Air France
- 129 Voz Obrera • Espagne – UCI
- 130 La Puce rouge - Brocante • Livry-Gargan • Crédit agricole

- internationaliste
- 160 Révolution permanente
- 161 Gauche révolutionnaire
- 162 NPA Révolutionnaires
- 163 OKDE (Grèce)
- 164 Union juive française pour la paix
- 165 Ligue trotskyste de France
- 166 CERMTRI
- 167 Tendance bolchévique internationale
- 168 Socialisme ou Barbarie
- 169 Ligue internationale des travailleurs (Lit-QI)
- 170 Collectif Mumia Abu Jamal et droits des prisonniers
- 171 Ne Yapmalı ? - Que faire ? (Turquie)
- 172 International Socialist Alternative (Revolutionary) (Grande-Bretagne)
- 173 CNT-SO
- 174 EEK (Grèce)
- 175 Tendance bolchévique
- 176 Union communiste libertaire
- 177 Alliance for Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 178 Mouvement communiste
- 179 Lutte ouvrière • Toutes les publications

Place Octobre 1917 et Cité des Arts

- 180 Burgers et Compagnie
- 181 Spécialités lyonnaises • Hôpitaux, Chimie
- 182 Karaoké • Creil
- 183 Crottin chaud
- 184 Fromages d'Auvergne
- 185 Accueil Clermont-Ferrand
- 186 Buvette Octobre 17
- 187 Studio 2
- 188 Sculpture et Mosaïques
- 189 Atelier de sculpture
- 190 Petit salon
- 191 Atelier de peinture
- 192 Studio 1
- 193 Crêperie • Vitry-sur-Seine et Sanofi
- 194 Glaces et profiteroles
- 195 Spartakiades
- 196 Accueil Rhône-Alpes
- 197 Le petit atelier
- 198 C'est la cata

Village médiéval et Arboretum

- 199 Petit salé aux lentilles • Bagnolet
- 200 Tour à bois
- 201 Accueil de l'Arboretum
- 202 Forges
- 203 Rôtisserie de Sire Renault • Hôpitaux
- 204 Taverne de Maistre Taillevent
- 205 Boissons médiévales • Montbéliard
- 206 Vannerie et travail du bois • Peugeot Sochaux
- 207 Calligraphie - Enluminure
- 208 Galettes - Saucisses • PSA Rennes
- 209 Lutte ouvrière • Renseignements



Sans oublier

- Les bals de dimanche soir
- Le feu d'artifice
- Des dizaines de spécialités pour tous les appétits
- Une pléiade d'animations
- Le cirque Ühler
- De nombreuses expositions

Les cinq librairies

- La librairie du château
 - La Cité du Roman
 - La librairie de la Cité des Sciences
 - Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
 - Le stand
- Toutes les publications de Lutte ouvrière



Chapiteau Karl-Marx et Espace Friedrich-Engels

Samedi

• Présentation du livre d'Elisabeth Gurley Flynn, *The Rebel Girl* • **Fabien Archambault**, *Coups de sifflet, une histoire du monde en onze matchs* • **Marine Duros**, *Immobilier hors sol, comment la finance s'empare de nos villes* • **Amina Hassani**, *La justice du Capital, quand les multinationales (dé)font la loi* • **Pierre Chaze**, *J'ai allumé le feu : Chausson 1975* • **Jean-Jacques Marie**, *Les mutins du goulag et du quotidien* • **Marcel Goldberg**, *Les inégalités sociales de santé* • **La Voie de Lénine – les trotskystes belges pendant la guerre • **Intercollectif des Sans-papiers d'Île-de-France**, la situation actuelle des travailleurs sans papiers • **Sophie-Anne Bisiaux**, *En finir avec les idées fausses sur les migrations* • **Alizée Delpierre**, *Comme des esclaves***

Dimanche

• **Lutte ouvrière**, la grève générale de 1926 en Grande-Bretagne • **Anne Deffarges**, *Allemagne 1918-1923, leçons d'une révolution fusillée* • **Marc Belissa**, *La Révolution française et les colonies* • **Colette Zytynski**, *Le cas Bugeaud, les violences de la conquête coloniale en Algérie* • **The Spark (États-Unis)**, Trump et la guerre contre les travailleurs

• **Lutte ouvrière**, les révolutions et la guerre • **Benoit Trépied**, où en est la lutte du peuple kanak en 2026 • **Louise Tassin**, *Comme on les enferme : dans les centres de rétention de Paris à Lampedusa* • **Alain Faure**, *La Commune, une affaire de famille – Les souvenirs de Léontine Oudot* • **Philippe Baron**, réalisateur de *Bons baisers des grèves* • **Fabrice Riceputi**, *Un massacre en Kabylie – Algérie 1956* • **Alain Ruscio**, *La première guerre d'Algérie – Une histoire de conquête et de résistance, 1830-1852* • **Emmanuel Brandely**, *Les historiens contre la Commune* • **Anne Steiner**, *Le Temps des révoltes – Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle époque »* • **Michèle Gales**, du collectif pour Mumia Abu Jamal et les droits des prisonniers, après la projection de *Justice On Trial*

Lundi

• Présentation du livre de Benjamin Schlevin, *Les Juifs de Belleville*,

par le traducteur **Joseph Strasburger** • **Marie-Laure Dufresne-Castets** et **Pascal Moussy**, de la dénonciation des discriminations dans l'entreprise à la protestation contre la guerre • **Combat ouvrier**, les interventions de l'impérialisme US dans la Caraïbe et l'étranglement de Cuba • **Jean-Yves Mollier**, *Panama, un canal pour mémoire* • **Pierre Mattei**, *La question ukrainienne et Christian Rakovski* • Présentation du livre de Friedrich Lessner : *J'ai apporté le Manifeste communiste à l'imprimerie* • **Fanny Bugnon**, *L'élection interdite – Itinéraire de Joséphine Pencalet, ouvrière bretonne (1886-1972)* • **Nicolas Lambert**, réalisateur d'*Avenir radieux, fission française* • **Françoise Davisse**, coréalisatrice de *Laisse pas ton corps au vestiaire* • Autour de Michèle Audin (1954-2025) et son livre *Berbessa – Mes ancêtres colons*. Avec sa fille **Juliette Sabbah** et l'historien **Emmanuel Blanchard**

Les forums organisés par nos camarades d'entreprise

• Secteur de l'armement • Automobile • Aéronautique • Chantiers navals • Centres d'appels • Chimie • Grande distribution • Informatique • Santé • SNCF • Transports urbains • Fonction publique territoriale • Aides à domicile • CAF et Sécurité sociale • Postiers • Transport aérien

Cité politique

Un grand rassemblement d'extrême gauche, l'occasion d'un débat d'idées avec d'autres groupes politiques de nombreux pays.

Parmi les nombreux débats organisés par les militants de Lutte ouvrière et de l'UCI : Les Libanais confrontés aux ravages impérialistes • Iran : à bas l'intervention impérialiste, à bas la dictature ! • Turquie : la crise, la guerre, et la répression d'Erdogan • Allemagne : 20 ans après les

lois Hartz, attaques anti-ouvrières d'ampleur • Océan indien « zone de paix » : un vœu pieux • Algérie : les travailleurs face au durcissement du régime • Espagne : le réformisme et la fausse unité de la gauche • Côte d'Ivoire : les communistes révolutionnaires dans une période de régression sociale • La Grande-Bretagne : après les élections de mai • Belgique : austérité d'un côté, hausse des profits de l'autre... la situation se tend



Espace Rosa-Luxemburg et Espace Lénine

Conférences-débats présentées par les militants de Lutte ouvrière et de l'Union communiste internationaliste.

Quelques exemples : La révolution espagnole de 1936 • Palestine : la grande révolte arabe de 1936-1939 • Militantes ouvrières, socialistes et suffragettes en Grande-Bretagne (1890-1914)

• Le péronisme en Argentine, 1943-1976 • La pêche, de l'extermination des baleines jusqu'à nos jours • Les syndicalistes révolutionnaires des IWW (États-Unis, 1905-1920) • 1946-2026 : 80 ans de départementalisation d'anciennes colonies (Combat Ouvrier) • Karl Liebknecht, un militant contre la guerre • Les luttes de classe en Chine,

de 1923 à nos jours • Esclavage et essor du capitalisme • L'Islam et la conquête arabe, les raisons d'un succès • De Cro-Magnon à McDonald's, l'industrialisation de l'alimentation • L'analyse marxiste de l'histoire : comprendre le monde pour le changer • *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, de Engels.

La Fête de Lutte ouvrière



Préhistoparc

Des origines de l'Homme... aux premiers métallurgistes, sur les traces de nos ancêtres de la Préhistoire :

- un site de fouilles reconstitué
- un bas-fourneau, ancêtre préhistorique des hauts-fourneaux
- un four à céramique, pour observer la cuisson des premières poteries.

Des conférences avec des archéologues de l'Inrap :

- **Paul Salles** : allumage et chargement du bas-fourneau
- **Pascal Depaepe** : nous, Neandertal et les

autres • **Cécile Fairhead** : Out of Africa, nous sommes tous des descendants d'Africains • **Olivier Blin** : les techniques de cuisson des céramiques de la Préhistoire à l'Antiquité • **Philippe Lorquet** : le fer, des étoiles au haut-fourneau • **Olivier Blin et François Gentili** : retour sur les expérimentations archéologiques et la cuisson des céramiques antiques. **Des miniconférences et des ateliers** pour petits et grands.

Cité des Sciences

Des scientifiques et des chercheurs exposent leurs travaux et leurs recherches.

- **Athéna Coustenis** : À la recherche d'autres mondes habitables dans le système solaire
- **Paul Verdu** : Voyages et métissages d'Homo Sapiens, ce que l'ADN révèle de notre espèce
- **Cécile Fairhead** : Bébé OGM : rêve ou cauchemar ?
- **Pascal Depaepe** : L'humanité préhistorique et l'infinie profondeur des temps passés
- **Pierre Le Merre** : L'architecture du cerveau et son fonctionnement
- **Florent Mazel** : La coévolution des humains

avec leur microbiote • **Stéphane Tirard** : Les idées sur l'évolution du vivant aux 18^e et 19^e siècles • **Marc Peschanski** : Parkinson, une maladie marquée par le capitalisme • **Éric Bapteste** : Le point de vue d'un évolutionniste sur le vieillissement • **Renaud Piarroux** : Géopolitique des microbes • **Jean Duprat** : Collecte et analyse de poussières extraterrestres • **Christophe Lavelle** : Le gras... injustement diabolisé **Et aussi** : des miniconférences, la Roulotte de la Science dans les allées de la Fête.

Films et documentaires

- **Deux procureurs**, de Sergei Loznitsa
- **Les Musiciens**, de Grégory Magne
- **Left-Handed Girl**, de Shih-Ching Tsou
- **Ma frère**, de Lise Akoka et Romane Gueret
- **7 jours**, de Ali Samadi Ahadi
- **Muganga – celui qui soigne**, de Marie-Hélène Roux
- **La petite cuisine de Mehdi**, de Amine Adjina
- **Les braises**, de Thomas Kruithof
- **L'intérêt d'Adam**, de Laura Wandel
- **Palestine 36**, de Annemarie Jacir
- **Fanon**, de Jean-Claude Barny
- **Bons Baisers des grèves**, de Philippe Baron
- **Soundtrack to a coup d'État**, de Johan Grimont
- **Laisse pas ton corps au vestiaire**, de Françoise Davisse, Jean-Philippe Urbach
- **Avenir radieux**, de Nicolas Lambert
- **Justice On Trial : The Case of Mumia Abu-Jamal**, de Johanna Fernandez
- **Des trotskystes à l'usine : Lutte ouvrière à la Snecma Gennevilliers (1971/2019)** (Lutte ouvrière)
- **L'espoir trahi** (Lutte ouvrière)

Nocturne en plein air, pendant la nuit de dimanche à lundi

Israël : l'emprise de l'extrême droite

La Marche des drapeaux, organisée jeudi 14 mai par l'extrême droite israélienne, a donné lieu à Jérusalem à un rassemblement de dizaines de milliers de personnes qui ont convergé vers le Mur des lamentations, dans la partie orientale de la ville, en multipliant les violences, crachats et attaques haineuses et racistes à l'encontre des Arabes.

Comme chaque année, l'extrême droite sioniste et ultrareligieuse a commémoré la « réunification de Jérusalem », c'est-à-dire l'occupation de sa partie orientale, majoritairement arabe, par l'armée israélienne à l'issue de la guerre des Six-Jours de 1967. Venant pour beaucoup des colonies installées en Cisjordanie, souvent jeunes – parfois à peine plus de douze ans – les manifestants ont fait régner la terreur dans les rues de Jérusalem-Est aux cris de « Mort aux Arabes » et « Que vos villages brûlent ». La plupart des habitants, par peur d'être agressés, étaient restés chez eux et les commerces étaient restés fermés. Plus de 3 000 policiers avaient été déployés dans la ville, mais certains d'entre eux ont été filmés dansant avec les manifestants. Autre soutien de poids, deux membres d'extrême droite du gouvernement, Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité nationale, et Bezalel

Smotrich, ministre des Finances, sont venus parader au milieu de leurs troupes.

« Comme nous avons repris Jérusalem, nous reprendrons Eretz Israël (la terre d'Israël) », clamaient certains manifestants, faisant ainsi référence à un terme biblique englobant la Cisjordanie occupée, mais aussi une partie du Liban et de la Syrie. Preuve qu'il ne s'agit pas seulement de slogans, ces militants se livrent à de nombreuses violences contre les Palestiniens de Cisjordanie pour les obliger à quitter leurs terres. D'après un porte-parole de l'Unicef, au moins un enfant palestinien a été tué en moyenne chaque semaine depuis janvier 2025 en Cisjordanie occupée.

Cet activisme d'extrême droite finit par alarmer une partie des Israéliens, y compris parmi des responsables, en fonction ou à la retraite, de l'appareil militaire et sécuritaire du pays. Fin mars, l'association



Policiers israéliens et jeunes colons d'extrême droite à Jérusalem, le 14 mai.

Commandants pour la sécurité d'Israël, regroupant 550 officiers supérieurs et généraux en retraite, a publié une lettre ouverte évoquant le « danger stratégique » pour la sécurité du pays que représente pour eux le « terrorisme juif ». En avril 2026, après une visite de villages palestiniens attaqués, l'ancien directeur du Mossad Tamir Pardo avait déclaré sur une chaîne de télévision israélienne : « Ma mère est une survivante de l'Holocauste, et ce que j'ai vu ici m'a rappelé les événements du siècle dernier qui ont frappé les Juifs. » Et d'ajouter : « L'État sème les graines du prochain 7 octobre. »

Ces prises de position reflètent certainement l'inquiétude croissante d'une partie de la population israélienne qui reproche à

Netanyahou sa politique d'escalade guerrière. À l'approche des élections législatives, prévues en octobre, des opposants de Netanyahou tentent de capitaliser ce mécontentement à leur profit sans remettre pour autant en cause la politique de colonisation.

Si une telle alternance avait lieu, on ne peut en attendre une véritable issue pour les populations israélienne et palestinienne, ni pour celles de l'ensemble de la région. Faire reculer le poids de l'extrême droite

et permettre aux populations israélienne et arabe de coexister pacifiquement nécessitera de rompre radicalement avec les politiques menées par tous les gouvernements depuis 1948. Cela nécessitera d'en finir avec la politique de spoliation et de colonisation menée à l'encontre des Palestiniens et de s'opposer aux politiques des puissances impérialistes et de leurs relais gouvernementaux qui entretiennent une guerre permanente pour mieux dominer la région.

Marc Rémy

Comores : la mobilisation a fait reculer le pouvoir

L'annonce de nouvelles et fortes augmentations des carburants (+ 46 % pour le gazole, + 33 % pour l'essence et + 28 % pour le pétrole lampant) par le gouvernement comorien le 9 mai dernier a déclenché la colère populaire.

Lundi 11 mai les « taxis » se sont mis massivement en grève à l'appel de leur syndicat, Usukani Wa Masiwa, bloquant de fait toute possibilité de déplacements dans ce pays dépourvu de transports en commun. Le lendemain ils étaient suivis par les commerçants qui, à l'appel de leur syndicat, le Synaco, baissaient tous leurs rideaux.

Mercredi 13 mai, la colère a gagné les quartiers populaires où, autour de la capitale, Moroni, mais aussi

de Mutsamudu à Anjouan, des barricades interdisant toute circulation ont été érigées.

C'est contre eux que le gouvernement et le chef de l'État, Azali Assoumani, absent du pays pour cause de participation au sommet Africa Forward à Nairobi, ont envoyé leurs forces de répression.

Celles-ci se sont déchaînées parmi les cases sous tôle, violentant jeunes, femmes et même enfants. L'un des policiers est allé jusqu'à passer un pneu

autour du cou d'une jeune femme, symbolisant la menace à peine voilée de mise à mort. Mais d'autres n'ont pas hésité à tirer à Anjouan sur deux jeunes manifestants et à les tuer.

Ces deux meurtres ont encore plus révolté la population. Le gouvernement a montré qu'il était prêt à lâcher ses chiens et, malgré tout, la protestation populaire a continué. Elle l'a contraint, samedi 16 mai, à faire machine arrière et à suspendre les hausses de prix décidées.

Il aura fallu cette mobilisation pour que la population puisse imposer son droit à vivre décemment. Et en effet c'est là la seule voie !

Charlotte Dauphin

Contre l'expulsion du militant palestinien Ramy Shaath

Ramy Shaath, militant palestinien de 54 ans qui avait obtenu l'asile politique en 2022 après avoir été détenu pendant plus de deux ans et demi dans les prisons égyptiennes, est menacé de perdre son statut de réfugié politique en France.

Ramy Shaath est donc menacé d'être expulsé de Nanterre, où il vit actuellement avec son épouse et son fils.

Ce qui lui est reproché par le préfet des Hauts-de-Seine est son engagement auprès d'Urgence Palestine dans la dénonciation des crimes commis par l'État israélien à Gaza et dans les territoires occupés. Comme pour d'autres militants, accusés d'antisémitisme quand ils dénoncent le génocide à Gaza, le fait d'avoir dénoncé les viols et les tortures commis contre les prisonniers palestiniens et condamné le bombardement systématique par l'armée israélienne des infrastructures civiles à

Gaza est considéré comme délictueux.

Ramy Shaath, qui était entre-temps devenu citoyen d'honneur de Nanterre et qui est connu par les habitants, était convoqué jeudi 21 mai à 14 heures au tribunal judiciaire de Nanterre. Un rassemblement devait avoir lieu à cette occasion à l'appel du maire de Nanterre, d'associations et de syndicats pour demander l'arrêt de cette procédure.

Lutte ouvrière s'associe à cet appel, dénonce la répression contre Ramy Shaath et cette menace d'expulsion, et affirme sa solidarité avec le peuple palestinien et tous ceux qui dénoncent les crimes commis contre lui.

Grande-Bretagne : Starmer désavoué

Suite à la claque subie par le Parti travailliste lors des élections locales et régionales du 7 mai, les appels à la démission du Premier ministre Keir Starmer se multiplient.

Jeudi 7 mai, les électeurs gallois et écossais étaient appelés à élire leurs députés aux parlements régionaux, et une fraction de l'électorat anglais était appelée à élire quelque 5 000 conseillers territoriaux dans 136 collectivités. La faible participation, autour de 40 % et souvent très inférieure dans les circonscriptions populaires, a confirmé l'indifférence voire le dégoût d'une grande partie des travailleurs envers le cirque politique, à l'heure où leurs difficultés matérielles s'aggravent.

Le désaveu du Labour Party est frappant, en particulier dans ses bastions ouvriers traditionnels, où son déclin s'accroît de scrutin en scrutin. Il tombe à moins de 20 % des voix, a

perdu 1 498 conseillers et 38 collectivités. Au Pays de Galles, qu'il dirigeait depuis la création d'un parlement régional en 1999, il n'est plus que le quatrième parti : le vote sanction a profité aux autonomistes de Plaid Cymru, arrivés en tête. En Écosse, le Labour a perdu des plumes depuis longtemps au bénéfice des séparatistes du SNP, qui y conservent la majorité.

Cette déroute, annoncée dans les sondages, est tout sauf une surprise. En effet, depuis l'entrée en fonction de Starmer en juillet 2024, il n'a eu à offrir aux classes populaires que paroles creuses et démagogie antimigrants et cela ne paye pas les factures. En revanche, le parti antimigrants Reform

UK, dirigé par l'ex-conservateur et champion du Brexit Nigel Farage, réalise une percée : partant de zéro, il a conquis 14 collectivités et gagné 1 454 conseillers. Au Pays de Galles, où il existait à peine, il arrive en seconde position et en Écosse, avec 16 % des voix, il fait son entrée au Parlement. Cette progression s'explique en partie par le siphonnage d'électeurs du Parti conservateur et s'observe aussi dans ces circonscriptions pauvres qui, en 2016, avaient vu le mécontentement s'exprimer par le vote pro-Brexit. Travaillistes et conservateurs, qui s'imaginaient couper l'herbe sous le pied de Reform UK par la surenchère xénophobe, en sont pour leurs frais. Conforté, Farage se présente plus que jamais comme prêt à entrer à Downing Street après les prochaines législatives, au plus tard en 2029.



Dans une moindre mesure, le rejet du Labour a aussi profité aux Verts, dont le positionnement à gauche des travaillistes sur les questions sociales et internationales leur a permis de dépasser 15 % des voix et de rafler cinq collectivités.

Au sein du Parti travailliste, la compétition est maintenant engagée pour savoir qui remplacera Starmer à la tête du gouvernement. Mais c'est une mascarade sans enjeu pour les travailleurs. Les dirigeants des deux plus grands syndicats, Unite et Unison, qui

financent encore le Parti travailliste, l'ont appelé à changer de direction, à écouter enfin les aspirations populaires. Mais ni Stree-ting à droite, ni Rayner ou Burnham, supposément plus à gauche, n'ont l'intention d'imposer quoi que ce soit à la classe capitaliste. Ciblage des immigrés, collaboration criminelle avec l'impérialisme américain, avec ces candidats au remplacement de Starmer la continuité dans la gestion de la barbarie capitaliste sera assurée.

Thierry Hervé

Ebola : des malades moins égaux que d'autres

Alors qu'une nouvelle épidémie d'Ebola ravage la République démocratique du Congo, on ne peut qu'être révolté par la quasi-inexistence des moyens mis en œuvre pour l'enrayer. Les cas d'hantavirus survenus à bord d'un navire de croisière dont les passagers avaient déboursé 18 000 euros ont suscité une tout autre mobilisation.

À bord du *MV Hondius*, où trois décès ont eu lieu, les 88 passagers et les 61 membres d'équipage pouvaient disposer d'un médecin de bord. Des tests médicaux ont pu être effectués rapidement permettant de déterminer la souche responsable de la

maladie mortelle. Une fois les passagers évacués, les malades ont pu bénéficier des soins indispensables et les cas contact, des mesures de surveillance et d'isolement qui s'imposaient, cela sous le contrôle d'équipes médicales compétentes.

Il n'y a rien eu de tel en République démocratique du Congo. Le 27 avril, un infirmier a développé les premiers symptômes d'Ebola à Bunia, capitale de la région d'Ituri. Il est mort trois jours après mais aucune alerte n'a été donnée. On peut mourir de tant de maladies dans cette région où il n'y a de toute façon aucun personnel médical capable de faire le diagnostic. Le corps a été rapatrié pour les cérémonies funéraires dans la ville minière de Mongwalu,

à 80 km de là. Ebola pouvant se transmettre lors de tels rassemblements, toute une partie de la ville a donc été exposée sans le savoir et quinze personnes y sont mortes en deux semaines, puis cinquante. Le virus a donc probablement circulé pendant tout le mois d'avril. Lorsque les autorités ont fini par se rendre compte du danger, des prélèvements ont été effectués et envoyés pour analyse vers les quelques laboratoires existants. Ils n'ont rien donné et pour cause : la chaîne du froid n'ayant pas pu être respectée en cours de route, les échantillons ne valaient rien. Il a fallu un nouveau protocole pour que puissent être effectuées des analyses probantes qui ont diagnostiqué la responsabilité de la souche Bundibugyo du virus Ebola, différente de la souche Zaïre des quinze épidémies précédentes. Cette souche n'est pourtant pas nouvelle et avait déjà causé deux flambées de la maladie.

À la différence de la souche Zaïre, il n'existe ni vaccin ni traitement pour la souche responsable de l'épidémie actuelle. Il ne

resterait donc que l'isolement des cas contact. Mais comment serait-il possible en République démocratique du Congo, dans des régions où les travailleurs passent d'une exploitation minière à l'autre au gré des opportunités et où les seules règles sont celles qu'imposent les bandes armées ? La maladie s'est déclarée à Goma, ville d'un million et demi d'habitants contrôlée par l'AFC/M23, une milice en guerre permanente avec l'armée congolaise. Des malades qui s'ignorent encore circulent donc actuellement dans toute la région, jusqu'en Ouganda voisin où des cas ont été déclarés.

Face à ce désastre, les soignants congolais, ceux des organisations humanitaires ou de l'OMS se débattent dans le dénuement le plus total. L'un d'entre eux, dans la ville d'où est partie l'épidémie, déclarait à Radio France International : « on manque de tout. Il y a très peu de médicaments, très peu d'isolement pour les malades, pas suffisamment d'équipement pour le personnel ».

Daniel Mescla



Rinçage des équipements de protection contre le virus Ebola lors d'une précédente épidémie.

Cannes : vers le Bolloréscope ?

Le 11 mai, pour l'ouverture du festival de Cannes, six cents professionnels du cinéma ont signé une pétition contre la mainmise du groupe Bolloré sur leur industrie.

Ils craignent, et on les comprend, que cette prise de pouvoir économique débouche rapidement sur un contrôle idéologique de la production cinématographique par le milliardaire d'extrême droite.

Un séide de Bolloré a répliqué en affirmant qu'il refusait dorénavant de travailler avec les signataires de la pétition. Cela a renforcé ces derniers dans leurs craintes et convaincu des centaines de leurs collègues de s'engager à leur tour. Bolloré détient en effet le groupe Canal qui, outre ses chaînes de télévision, est le principal financier de l'industrie du film. Canal l'est par construction, pour ainsi dire, puisque depuis sa création sous l'égide de Mitterrand, la chaîne de

télévision payante achète avec ses participations financières l'exclusivité de la diffusion des films en question. Les termes de l'échange sont rediscutés périodiquement entre les professionnels du cinéma et la chaîne. En janvier 2025 Canal s'est engagé à dépenser 170 millions d'euros chaque année et ainsi participer au financement de plusieurs dizaines de films, conjointement avec le CNC qui est un organisme public, et avec des investisseurs privés.

Bolloré n'intervient pas seulement dans le cinéma comme financier et comme diffuseur, mais aussi comme critique, faiseur d'opinion et de réputation au travers de ses médias, CNews, Europe 1, le *Journal du Dimanche*, et grâce à la

pieuvre Hachette, ses publications et ses points de vente dans toutes les gares. De plus, Bolloré vient d'acheter 34 % d'UGC et parle d'acheter le reste, soit une grande maison de production et 393 salles de cinéma. Le milliardaire contrôlerait ainsi une bonne partie de l'industrie cinématographique, de l'écriture du scénario à la vente des esquimaux en salle, et ferait pression sur le reste.

On sait que Bolloré, tout en prétendant ne s'intéresser qu'à l'aspect économique des choses, a transformé chacune de ses acquisitions dans le domaine des médias en officine d'extrême droite. Le *Journal du Dimanche* sert désormais de tribune hebdomadaire au RN, CNews propose en continu la chasse aux immigrés et informe sur les derniers développements de la théologie catholique, les boutiques Relay empilent en devanture les



œuvres immortelles de Jordan Bardella, éditées par Fayard, c'est-à-dire par Bolloré. L'intention de ce dernier est évidemment de procéder de la même façon avec le cinéma et les séries télévisées. Sa fortune, sa position sociale et le glissement de plus en plus réactionnaire des classes dominantes et de leur personnel politique et médiatique lui en donnent le pouvoir. Les réactionnaires de toutes nuances, à commencer par ceux du

RN qui savent de quel côté la tartine est beurrée, approuvent chaudement le droit du milliardaire de faire ce qu'il veut, puisque c'est lui qui paye...

Heureusement bien des professionnels n'ont pas envie de donner à Bolloré les moyens de ses ambitions et, surtout, il n'est pas dit que la population accepte toujours les coups que ce décervelage généralisé sert à masquer.

Paul Galois

Collège La Biquenais – Rennes : trop, c'est trop !



Depuis plusieurs mois, la situation au collège La Biquenais de Rennes, classé REP (Réseau d'éducation prioritaire), se dégrade.

Aujourd'hui, le collège accueille environ 650 élèves, 68 % de plus qu'en 2017, c'est la plus forte hausse du département.

Les locaux ne sont pas adaptés et les moyens humains n'ont pas suivi. L'établissement fonctionne « à flux tendu », et la moindre absence désorganise tout. Les espaces (couloirs, cour, réfectoire) sont saturés, l'encadrement insuffisant et les conditions d'apprentissage se détériorent. Dans ce climat de plus en plus tendu, les incidents et les violences ont atteint un point culminant le 6 mars : un élève en

grande souffrance est venu au collège avec un couteau. Le drame a été évité grâce à l'alerte venue de sa mère et au sang-froid des équipes éducatives.

Les demandes de postes supplémentaires en vie scolaire et en accompagnement médico-social auprès du rectorat et de la direction académique n'ont rien donné, sinon la reconnaissance que le collège est sous-doté en assistants d'éducation (AED).

L'association des parents d'élèves, en lien avec le personnel, a donc proposé l'occupation du collège les nuits

des 4 et 5 mai et réussi à envahir temporairement l'établissement, malgré l'opposition du principal. Le 5 mai une assemblée générale a rassemblé une soixantaine de personnes dans le collège occupé, et décidé une grève des professeurs et agents de la vie éducative. Le 12 mai, le collège a connu une très forte mobilisation avec près de 90 % d'enseignants, personnels de vie scolaire et agents en grève. Un rassemblement, avec à nouveau une soixantaine de grévistes et parents, s'est tenu devant la direction départementale de l'Éducation nationale à Rennes.

Un demi-poste supplémentaire d'AED a été promis, ce qui est loin du compte. Mardi 19 mai, l'association des parents d'élèves a appelé à un rassemblement solidaire après les cours devant les grilles du collège, en soutien aux professeurs et agents de la vie scolaire. Car la politique de destruction d'emplois dans les services publics atteint particulièrement ce quartier populaire du Blosne. Et la mobilisation doit continuer !

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Les avocats contre un projet de loi

Avocat, je suis avec mes collègues en lutte contre un projet de loi visant, dans les procès criminels, à pousser les plus précaires à plaider coupable par crainte de s'engager dans de longues et coûteuses procédures.

Cette loi permettrait par exemple à un procureur de prononcer à huis-clos une condamnation de plus de quinze ans de prison. Contre ce qui serait une nouvelle dégradation d'un système judiciaire déjà dur envers les pauvres, notre mouvement, ce n'est pas anodin, est le plus unanime depuis 2020.

Notre profession est mobilisée depuis plus d'un mois, notamment à travers des manifestations devant les palais de justice. En province, des rassemblements ont souvent réuni des dizaines de participants. Dans certaines villes, la grève a lieu un jour par semaine. L'action prend alors la forme du renvoi des affaires à une date

ultérieure, ce qui bloque la tenue des audiences et le prononcé des jugements. Mais pour les audiences pénales de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, à savoir la procédure la plus touchée par le projet de réforme, c'est souvent la grève continue : les audiences sont renvoyées systématiquement.

Avec des formes variables dans chaque barreau, la mobilisation continue donc. Bien que le Garde des Sceaux se dise ouvert au dialogue, chacun est convaincu que le mouvement doit se poursuivre contre un texte qui, par souci d'économie et par mépris des plus modestes, privilégie la rapidité et la gestion des flux au détriment de la qualité de la justice. En ce domaine aussi, la priorité donnée au budget militaire et aux aides aux entreprises a des conséquences révoltantes, et nous sommes nombreux à vouloir faire monter la pression.

C. D., avocat

Airbus Atlantic – Nantes : dividendes en hausse, primes en baisse

Mercredi 6 mai, la direction a annoncé le montant de la prime de participation : 2 057,04 euros contre 4 472,99 euros l'an dernier. Une baisse de plus de moitié qui touche tous les sites Airbus et Airbus Atlantic. Elle justifie ce choix par la parité euro/dollar, qui serait défavorable à Airbus.

L'annonce faite à Nantes, comme à Toulouse, Méaulte et Marignane, a provoqué une surprise teintée de colère dans la mesure où le groupe Airbus a réalisé des bénéfices à hauteur de 5,2 milliards d'euros, et augmente de 6 % les dividendes aux actionnaires, soit au total plus de 2,5 milliards d'euros.

Cette baisse de prime

importante, prise comme une provocation, fait suite à des réunions sur les salaires qui n'ont apporté que 0,9 % d'augmentation générale, soit 18 euros pour les plus petits salaires. Et ceci dans le contexte actuel d'envolée des prix de l'essence qui touche beaucoup de salariés habitant parfois loin du site.

Jeudi 7 mai, à l'appel de la CGT, syndicat majoritaire



à Nantes dans les ateliers de production, des débrayages d'une heure suivis de rassemblements ont regroupé, devant les bureaux de la direction puis devant les locaux syndicaux, une centaine de grévistes pour l'équipe du matin et 80 pour celle d'après-midi. Tout ceci dans un climat de montée des cadences de production accompagnée de l'esprit de caserne affiché par une maîtrise aux ordres. Des petits jusqu'aux grands chefs passaient sur les lignes d'assemblage pour dire clairement que ceux qui feraient grève n'auraient pas d'augmentation individuelle.

Un appel à reprendre les débrayages d'une heure lundi 11 mai a été voté. La direction, de son côté, a annoncé une réunion intersyndicale le lendemain. Mardi 12 mai, les débrayages ayant réuni moins de monde, la direction s'est sans doute sentie confortée à ne pas revoir sa copie. Dans la foulée, mercredi 13, veille du pont de l'Ascension, l'Entente, syndicat maison regroupant FO, CFE-CGC et CFTC, sortait un tract intitulé « *dernier avertissement !* » pour supplier la direction de « *rester dans le dialogue social* » afin de ne pas être obligés à avoir recours à la grève

« *contraire à leur culture* » car « *l'histoire d'Airbus ne s'est jamais construite sur les barricades* » !

Tout cela fait bien rire et personne n'est dupe de ce petit jeu entre syndicalistes et direction qui annonce une nouvelle négociation pour discuter, entre autres, d'une « *prime d'accompagnement pour atténuer la déception de la prime de participation* » à une date encore à définir. Mais si l'ambiance n'est pas à la grève, les discussions portent sur une véritable augmentation des salaires au lieu de primes aléatoires et ça, c'est déjà un progrès.

Correspondant LO

SNCF Châtillon : une démonstration de solidarité

Au Technicentre SNCF de Châtillon, en banlieue parisienne, une soixantaine de cheminots se sont réunis mercredi 13 mai devant les bureaux de la direction en soutien à une collègue menacée de sanction.

Celle-ci, conductrice des rames sur ce site de maintenance des TGV et militante SUD, était convoquée pour un entretien disciplinaire pouvant donner lieu à une sanction grave. La direction lui reproche une erreur de conduite.

Les participants au rassemblement s'opposaient à cette menace de sanction arbitraire et injuste. Pour la direction, il s'agit surtout d'imposer son autoritarisme, dans le contexte de l'ouverture à la concurrence et d'attaques tous azimuts.

C'est d'autant plus révoltant que la SNCF porte une lourde responsabilité pour ce genre d'incidents avec sa politique d'intensification du travail, de réduction des effectifs, de multiplication du travail de nuit...

Le résultat de l'entretien n'est pas encore connu. Mais les participants sont déjà satisfaits d'avoir été nombreux à réagir face à cette attaque contre l'une d'entre eux. C'est cette solidarité que la direction redoute, et qu'il faut encourager.

Correspondant LO

Euralis – Maubourget : Accident chimique

Euralis à Maubourget, près de Tarbes dans les Hautes-Pyrénées, est une usine d'abattage et de transformation de canards. Elle n'est pas classée Seveso.

Pourtant, jeudi 30 avril, une fuite d'ammoniac a touché les travailleurs d'UP2, un des trois sites de production. Trois d'entre eux ont été hospitalisés, le produit étant très corrosif pour les voies respiratoires. Parmi ceux qui se trouvaient à proximité, 80 travailleurs ont évacué leur atelier.

Cela fait suite à toute une série d'accidents montrant que toutes les précautions ne sont pas prises : la sécurité des profits d'Euralis passe avant la santé des travailleurs.

Un accident semblable s'était produit en 2022. Du gaz carbonique ayant

touché des intervenants extérieurs, un des travailleurs, dans le coma, avait été mis en caisson hyperbare. En janvier 2013, il y a eu une fuite d'ammoniac, puis en novembre 2015, une intoxication liée à des solvants, concernant 49 travailleurs. Et, en 2012, c'est aux Herbiers, autre usine d'Euralis, que 140 litres d'ammoniac s'étaient déversés, 180 travailleurs avaient été évacués.

La présence d'une vingtaine de véhicules de secours sur le parking de UP2 montrait que le risque était élevé. La direction – et la presse locale à ses



L'atelier de confit de canard Euralis.

ordres – minimise les dangers et dit aujourd'hui que tout est arrangé et qu'il n'y a plus rien à craindre, comme après chaque accident.

On ne peut pas croire ces menteurs professionnels. Combien de temps faudra-t-il pour que des mesures sérieuses et régulières soient prises et que de tels accidents ne se reproduisent pas ?

Correspondant LO

Encore un jeune mort au travail

Un jeune apprenti de 18 ans est décédé le 13 mai à Orange, dans le Vaucluse, sur son lieu de travail.

Selon la presse, il serait peut-être mort étouffé, coincé par un motoculteur qu'il déchargeait d'une camionnette.

Que l'on puisse mourir au travail est révoltant, et ça l'est encore plus s'agissant d'un jeune qui

ne pouvait être aguerri, ne serait-ce qu'à cause de son âge, aux travaux professionnels. Le problème est de savoir qui porte la responsabilité de cet accident. L'employeur ? L'enquête permettra peut-être de le dire. D'une manière

générale, les patrons sont loin de mettre les moyens nécessaires pour que la sécurité, et encore plus celle des jeunes travailleurs, soit assurée. Dans ce domaine l'État est censé contrôler.

Les inspecteurs du travail sont souvent détestés par les employeurs. Parce qu'ils interviennent dans

bien des cas pour que les patrons respectent la réglementation en vigueur.

Or leur nombre est bien insuffisant et le soutien que l'État leur accorde l'est tout autant. Et pour bien des employeurs, « l'entreprise, c'est chez moi et j'y fais ce que je veux ».

La recherche de profits,

quand les affaires vont bien, ou la course aux économies, quand les affaires vont mal, ou en réalité les deux à la fois, guident avant tout les choix patronaux. C'est cela qu'un jeune vient de payer, comme des centaines de travailleurs chaque année.

Pierre Royan

SNCF Transilien ligne L : les conducteurs n'acceptent pas la dégradation

La ligne L du Transilien, qui relie Paris à Versailles, Saint-Nom-la-Bretèche ou Cergy, est promise à l'ouverture à la concurrence pour la mi-décembre. L'ouverture est toute relative puisqu'une filiale de la SNCF appelée SVCO reprend l'exploitation de la ligne et des travailleurs qui la font fonctionner.

Ce passage en filiale est le premier de la région parisienne mais d'autres filiales ont déjà été créées pour les secteurs des TER autour d'Amiens, de Nantes ou de Nice par exemple. La direction de cette nouvelle filiale est constituée quasi-exclusivement d'anciens cadres de la SNCF, et elle se vante d'organiser celle-ci dans la continuité du fonctionnement de l'ancienne activité « Transilien ». Mais s'il y a une continuité, elle est dans la dégradation que connaissent les conducteurs, contrôleurs, travailleurs du commercial et de la maintenance depuis des années. Les journées s'allongent, l'intensité s'accroît et le pouvoir d'achat diminue. La spécialisation sur certaines lignes pour les conducteurs amplifie la pénibilité, tandis que la polyvalence dans d'autres services ajoute du stress.

La direction de la SNCF et la région Île-de-France qui est son client voient dans la filialisation une occasion

d'aggraver encore les attaques contre les travailleurs du rail en comptant sur la division en entités différentes pour diminuer leur résistance.

Ainsi, au début du mois, la direction de SVCO a présenté les journées de travail telles qu'elles seront intégrées dans les roulements des conducteurs. Après avoir présenté une augmentation moyenne d'une heure de l'amplitude horaire journalière dont 30 minutes en tête de train, elle a dit avoir fait des efforts pour arriver à une augmentation de 45 minutes par jour de la durée de travail. Elle a aussi concocté des journées encore pires, promettant une prime de 30 euros aux conducteurs qui accepteraient de les faire.

Les conducteurs du secteur n'ont pas laissé ces annonces sans réponse. Après une interpellation de la direction par une vingtaine de conducteurs, une journée de grève a été préparée par des



Assemblée des grévistes à Saint-Lazare, le 12 mai.

militants syndicaux locaux. Le 12 mai, 120 travailleurs de la ligne L, mais aussi des lignes voisines J et A, étaient en grève et une soixantaine se sont réunis pour apostropher la direction. En guise de comité d'accueil, ils ont été reçus par trois camions de policiers. Ils ont néanmoins pu s'adresser à la direction SVCO pour lui dire son fait. Celle-ci a mis sur le compte de « l'environnement concurrentiel » le manque d'information comme par exemple le fait qu'elle n'ait pas donné les roulements des conducteurs. Alors que

ces derniers expliquaient la difficulté à organiser leur vie avec des prises de service à 4 heures du matin ou des fins de service à 1 heure et des changements tous les jours, elle a aussi prétendu se préoccuper de leur bien-être. La direction a aussi laissé échapper qu'elle recherchait le « seuil d'acceptabilité » de la dégradation des journées de travail... Son arrogance a mis les travailleurs en colère et comme l'a dit un militant sous les applaudissements : « Vos journées de toute façon, on les fera pas » !

Une nouvelle assemblée

générale a voté une journée de grève pour le 10 juin, jour d'un appel national pour dénoncer la dégradation des conditions de travail dans le ferroviaire. En effet, le contexte général est aux attaques contre tous les travailleurs. Castex, PDG de la SNCF, l'a confirmé avec, entre autres, l'objectif de supprimer cinq jours de repos.

La réaction commune des conducteurs des trois lignes de Saint-Lazare va dans le sens de la réponse nécessaire face à ces attaques.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Chine – États-Unis : poignées de mains et guerre commerciale

Le 14 et 15 mai, Donald Trump est allé rencontrer Xi Jinping à Pékin. On ne sait si le président américain a reçu le gros câlin qu'il espérait de son homologue chinois, mais il s'est félicité de l'accueil. En coulisses, il s'agissait surtout de business et de démonstration de puissance.

La délégation de Trump était en effet composée de près d'une vingtaine des plus grands patrons américains, parmi lesquels Musk (Tesla/SpaceX), Cook (Apple) et Huang (Nvidia). Ces grands patrons avaient été sélectionnés pour leurs différends commerciaux avec l'État chinois. Ainsi, du fait des représailles de la Chine lors de la première guerre commerciale de Trump, Boeing n'y a plus vendu un avion depuis 2017. Arrivé avec l'objectif d'en vendre 500, Trump en aurait obtenu 200, mais de « très gros ». Jensen Huang, le patron de Nvidia, a vu la vente de ses puces, essentielles pour l'intelligence artificielle, s'effondrer depuis que l'administration américaine l'a contraint

à ne vendre en Chine que des versions bridées. L'État chinois a mis les bouchées doubles dans le développement d'une filière nationale concurrente et met maintenant à l'index les produits américains, alors que, sous la pression de Nvidia, les États-Unis ont levé leurs restrictions...

De même, le patron de Micron, qui vend des semi-conducteurs, voit ses produits interdits de fait par l'État chinois pour des raisons de sécurité nationale, une façon pour celui-ci de répondre aux barrières mises par l'État américain à l'entrée des composants produits par Huawei. Quant à la guerre des droits de douane, dont la trêve court jusqu'en novembre, les comptes

rendus officiels n'en font pas mention.

Au total, on ne sait quels ont été les résultats des négociations en coulisses, mais la démonstration est faite que les capitalistes américains, malgré toute leur puissance, n'imposent pas à la Chine ce qu'ils veulent.

Dans ces négociations, Xi Jinping a visiblement obtenu quelques déclarations américaines sur Taïwan. Au moment de repartir, Trump a affirmé qu'il s'oppose à ce que « *quiconque aille vers l'indépendance* », que les Américains « [ne parcourront pas] 15 300 kilomètres pour faire la guerre », que « *les ventes d'armes [de Washington à Taïwan] sont toujours en suspens* ». Depuis la fin des années 1970, le statu quo entre la Chine et les États-Unis veut que l'indépendance de fait de Taïwan n'est pas reconnue par les grandes puissances. En s'opposant à une indépendance officielle de Taïwan,



Trump et Xi Jinping.

Trump fait une concession à Xi Jinping.

Officiellement, Xi Jinping et Donald Trump ont placé la relation entre les États-Unis et la Chine dans une « *stabilité stratégique constructive* ». Xi Jinping s'est même payé le luxe de demander à Trump si les États-Unis étaient prêts à éviter le « piège de Thucydide », une situation de conflit entre une puissance montante, la sienne, et une puissance établie, celle de Trump, qui se termine par la guerre.

Visiblement, les démonstrations de force américaines au Venezuela et en Iran ne l'impressionnent pas.

Derrière les sourires diplomatiques, le représentant de l'impérialisme américain a donc pu mesurer une nouvelle fois que la Chine est suffisamment puissante pour résister à sa pression, et même pour le concurrencer, au Moyen-Orient ou en Amérique latine. Il reste à savoir s'il pourra le supporter indéfiniment.

Serge Benham

Bolivie : le gouvernement face à la colère populaire

Depuis fin avril, la Bolivie connaît un mouvement de révolte de grande ampleur dans lequel se retrouvent ouvriers, paysans et communautés indigènes.

Les élections d'octobre dernier avaient marqué la déroute de la gauche. Frappé par les conséquences de la crise économique, beaucoup d'électeurs des classes populaires avaient voulu sanctionner le MAS (Mouvement vers le socialisme), qui dirigeait le pays depuis vingt ans. Mais l'actuel président de droite, Rodrigo Paz, qui avait promis « *un capitalisme pour tous* », ne fait pas mieux. La Bolivie, dont les gisements de gaz exploités s'épuisent, ne profite pas de l'envolée du cours mondial. Les caisses de l'État sont toujours vides et Rodrigo Paz a voulu les remplir en supprimant dès le début de son mandat les prix subventionnés des carburants dont bénéficiait la population. Les prix ont donc doublé, ce qui n'a évidemment pas arrêté les pénuries mais a fait exploser le coût du transport et de l'alimentation.

Une première contestation d'ampleur a eu lieu dès fin décembre. Depuis, le mécontentement reste

général. Les transporteurs sont en colère en raison de la qualité de l'essence distribuée dans les stations, si mauvaise qu'elle abîme les moteurs. Les mineurs artisanaux, organisés en coopératives, s'insurgent parce que leur activité est paralysée par les pénuries d'essence et d'explosifs.

La révolte actuelle a été lancée début avril par diverses organisations paysannes en réaction à la présentation d'une nouvelle loi au Sénat, la loi 1720, censée

« moderniser l'agriculture ». À l'initiative d'un gros producteur de soja de la bourgeoisie de Santa Cruz, cette loi facilite dans les faits l'acquisition des terres des petits paysans ou des communautés indigènes par les grands propriétaires agro-industriels. Alors que les paysans de la région de Pando, une des plus pauvres du pays, dans le Nord amazonien, à 700 km de La Paz, entamaient une marche jusqu'à la capitale, les producteurs de coca de Cochabamba et la fédération des paysans aymaras de l'Altiplano commençaient à bloquer les routes, en

particulier à El Alto, au-dessus de La Paz.

Trois jours avant l'arrivée de la marche à La Paz, le 1^{er} mai, lors d'un grand rassemblement, les dirigeants de la COB (Centrale ouvrière bolivienne) apportaient leur soutien aux paysans et lançaient une grève « illimitée » dans les mines d'étain, de zinc, de plomb, d'argent et de cuivre, pour des augmentations de salaire de 20 %. La mobilisation commençait également chez les enseignants des écoles publiques rurales et urbaines.

Mi-mai, alors que la COB et les organisations paysannes réclamaient la démission du président, la capitale a été bloquée par une bonne quarantaine de barrages sur les principales voies d'accès. Les manifestations se sont multipliées, donnant lieu, entre autres, à l'invasion du ministère de l'Éducation par les enseignants et à une bataille rangée entre mineurs et policiers aux alentours du Palais présidentiel. Face aux pénuries, le gouvernement a dû mettre en place un pont aérien, avec l'aide de l'armée de l'air argentine. Samedi 16 mai, l'armée a été

envoyée pour tenter de lever les multiples barrages routiers. Les affrontements se sont multipliés avec les manifestants, en particulier les mineurs, armés de pierres et de bâtons de dynamite.

Le soutien affirmé de l'ambassade américaine n'est pas d'un grand secours à Rodrigo Paz qui oscille entre tentatives de négociations secteur par secteur et répression. D'un côté, il a annoncé l'abrogation de la loi 1720, puis un accord avec la fédération des coopératives de mineurs et le syndicat des enseignants. Cet accord a aussitôt été désavoué par la base du syndicat. De l'autre, il accuse les travailleurs mobilisés d'être financés par le trafic de drogue, ou bien manipulés par l'ancien président Evo Morales.

Lundi 19 mai, le procureur général de l'État a ordonné l'arrestation du secrétaire exécutif de la COB, Mario Argollo, et les syndicats ont annoncé la mort de quatre manifestants tués par la police. Toute la journée, des affrontements violents ont continué près du Palais présidentiel.

Antoine Ferrer



Rassemblement à l'appel de la COB, le 1^{er} mai à La Paz.